Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 119 (1974)
Heft: 1

Artikel: Conduire ou subir : le citoyen peut-il encore choisir?
Autor: Chaudet, Paul
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-343846

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 14.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

119e année N° 1 - Janvier 1974

Revue militaire suisse

Fondée en 1856 – Paraît tous les mois

Rédacteur en chef: Lieutenant-colonel EMG M.-H. Montfort

Rédacteur adjoint: Lieutenant-colonel EMG Frédéric de Mulinen

Administrateur: Major E. Juvet

Administration et édition:
Association de la Revue militaire suisse, 39, av. de la Gare, 1003 Lausanne, tél. (021) 20 31 51. Chèques post. 10-5209 – **Impression et expédition:** Imprimeries Réunies S.A., 33, avenue de la Gare, Lausanne – **Annonces:** Permédia, département de Publicitas S.A. pour la presse périodique, 9-11, rue du Prince, 1211 Genève 3.
Permedia - 6002 Lucerne Hirschmattstrasse, 36 Tél. (041) 23 66 66

TARIF DES ABONNEMENTS: Suisse 1 an: Fr. 26.— Etranger 1 an: Fr. 32.— Prix du numéro Fr. 3.—

Les abonnements partent du 1er janvier et continuent jusqu'à révocation écrite.
Une durée intermédiaire n'est acceptée que l'année de souscription.

Conduire ou subir — Le citoyen peut-il encore choisir?

NOTE DE LA RÉDACTION

Le 6 octobre dernier, Monsieur Paul Chaudet, ancien président de la Confédération, présentait une conférence, à Lausanne, devant les officiers de la zone territoriale 1. Il a bien voulu nous autoriser à la publier dans nos colonnes. Qu'il en soit ici vivement remercié. La Revue militaire suisse est particulièrement heureuse de pouvoir présenter à ses lecteurs ce texte de haute tenue et de vif intérêt.

La Rédaction

En reprenant pour cet exposé le titre du livre que j'ai écrit peu de temps après avoir quitté le Conseil fédéral, j'ai voulu marquer mon intention de m'adresser — à travers l'officier — au citoyen qui porte une responsabilité particulière du fait de son grade. Je me place d'autant plus volontiers sur ce terrain que je n'entends pas mettre l'accent de mon propos sur des problèmes dont la solution ressortit à l'activité du chef du Département militaire fédéral. L'expérience de gouvernement m'autorise par contre à me livrer à des réflexions de portée générale. Elle m'en fait même un devoir dans la mesure où ces réflexions peuvent contribuer à fixer une ligne de conduite ou réaffirmer des convictions. Car les événe-

ments que nous sommes en train de vivre ne permettent guère à un observateur qualifié d'émettre avec quelque certitude un pronostic d'avenir. Il est difficile de prévoir par exemple l'évolution qui pourrait se produire sur le plan de la situation internationale, aussi bien que ses conséquences dans la vie de notre pays. Face à cette inconnue, la tendance se développe à la résignation, à un certain fatalisme. Un grand nombre de nos contemporains se laissent dominer par le sentiment qu'ils n'ont plus la possibilité de jouer un rôle et d'exercer une influence dans la vie publique. C'est peut-être honnête, quant à la connaissance qu'on a des limites de soi-même. Mais c'est grave, dès lors que cette attitude satisfait à un penchant de facilité. « Avoir la paix, disait Charles Péguy, le grand mot de toutes les lâchetés civiques et intellectuelles ! »

Car le danger de la société contemporaine est bien celui de cet abandon.

Lorsque les citoyens ne manifestent plus d'intérêt pour les affaires publiques, lorsqu'ils se montrent indifférents à des phénomènes dont chacun porte sa part de responsabilité, ils abattent les seuls obstacles auxquels peuvent se heurter les infiltrations idéologiques. Ils font le jeu des superpuissances dispensées dès lors d'engager dans la lutte les moyens armés formidables dont elles disposent pour assujettir les individus et les peuples à leur volonté politique. « Car nous apprenons un peu plus chaque jour — a dit un commandant français dans un ouvrage récent — qu'il existe par le monde des sociétés organisées en vue de la lutte ouverte contre les autres sociétés humaines, avec le mépris de la vie des adversaires, le viol permanent des esprits par l'affiche et le haut-parleur, le travail forcé et l'exploitation de l'injustice par la propagande. Il faut en revenir à la défense de l'homme par l'homme et pour l'homme. Il faut faire renaître et réaliser concrètement une doctrine humaniste à travers laquelle l'individu se retrouvera lui-même, en vraie grandeur et à part entière, échappant à un collectivisme et à une fusion dans la masse, qui le menacent de plus en plus, tant par la voie du parti unique que par celle de l'ordinateur étatisé. »

Si j'ai posé la question : le citoyen peut-il encore choisir entre conduire ou subir, c'est que nous vivons chez nous comme ailleurs l'emprise croissante de l'Etat, de sa bureaucratie et de ses technocrates. Nous l'avons bien voulu en recourant à ses services pour tout et pour rien. Et l'Etat, par le foisonnement de ses moyens personnels et techniques,

constitue un pouvoir anonyme, dont les décisions se traduisent en formules uniformes qui écartent le cas d'espèce. Il ne peut agir que globalement sur une société déshumanisée, avec toutes les conséquences qui en résultent sur l'esprit d'initiative de l'individu. Le corps social perd de son esprit et de son âme.

Il est un équilibre à sauvegarder. Il faut parer à une situation dangereuse par une volonté d'endiguer un courant que nous n'arrêterons point mais dont les énergies sont à capter pour assurer une continuité dans le mouvement et relier le passé à l'évolution. Nous avons besoin pour cela des ressources de nos ethnies, de nos diversités, des particularités de notre organisation politique. Nous avons besoin d'hommes, pour que ce pays demeure un point d'appui où s'épauleront ceux qui veulent maintenir dans la réalité, et sans fausser le sens des mots, des principes de justice et de liberté.

* * *

Serait-ce faire preuve d'irréalisme que proposer encore un tel but?

Poser la question laisse percevoir un doute. En fait, si nous agissions dans la vie en fonction de la garantie absolue d'un résultat, il est peu d'entreprises qui prendraient le départ. Retournons plutôt le raisonnement et disons-nous que la persistance de l'effort conduit toujours à un certain résultat. Il est bien évident que rien, à cet égard, ne doit être entrepris à l'aveugle. Les obstacles à surmonter sont nombreux. Il faut les connaître pour fixer le comportement à tenir.

Les circonstances avec lesquelles nous avons à compter sont d'ordre essentiellement psychologique. Elles résident dans le fait que pour certains d'entre nous le sentiment national s'est affaibli, que la notion même de pays a perdu de son sens, que le doute est jeté sur nos raisons d'être dans un monde où l'Europe elle-même n'occupe plus une place prépondérante.

Ces tendances se sont développées sous la pression des événements qui ont marqué notre siècle, singulièrement la deuxième guerre mondiale. A côté de conflits relativement localisés, nous avons vécu dès lors la guerre froide, la subversion, l'agressivité collective, la police et le terrorisme sans frontières. Hiroshima et Nagasaki ont révélé l'ampleur d'une menace qui a poussé les superpuissances détentrices de l'arme au grand pouvoir de destruction à s'assurer l'exclusivité de ce moyen dont

elles voulaient garder le contrôle. Ce fut l'équilibre de la terreur qui devait prévenir le déclenchement d'une guerre atomique en même temps qu'exercer une pression sur les régions du monde dont on cherchait à conquérir l'hégémonie. L'entrée en lice de la Chine a modifié les données fondamentales du problème. Compte tenu de la reprise de l'effort militaire du Japon, on peut se demander si on ne retournera pas un jour à l'équilibre de deux blocs plus puissants que les précédents, deux blocs dont l'antagonisme s'exercera sur notre planète en cherchant à éviter l'affrontement le plus dangereux.

Quoi qu'il en soit, force nous est de constater que dans ce qu'on pourrait appeler une « drôle de paix », on s'accoutume dans le monde à la montée de la violence, à la guerre larvée, au déclin de ce qu'on a dénommé « l'illusionnisme juridique », expression de scepticisme quant à la vertu des traités de paix que les historiens ont dénombrés à plus de huit mille à ce jour. Les mots ont perdu de leur sens, les aspirations les plus légitimes sont écrasées par les réalités brutales, des gouvernements de peuples asservis en sont à remercier l'occupant de les avoir libérés de la liberté. Le sentiment — qui s'explique et qui est certainement le plus redoutable — est celui de l'impuissance dans laquelle croient se trouver les petits Etats à se défendre contre les risques consécutifs au surarmement. Car ces risques sont une terrible réalité. « Tout est possible, a écrit Gaston Bouthoul, lorsqu'on se meut dans l'irrationnel à l'exemple des Grands dont les stocks de fusées et de bombes suffiraient à détruire quatre à cinq fois le monde habité, et qui poursuivent néanmoins leur effort dans la production de nouveaux engins. Rien ne les arrête, en dépit de leur sentiment qu'une attaque surprise apporterait à l'agresseur non pas une victoire à la Pyrrhus, mais une victoire suicide immédiate. Malgré ces évidences, ils continuent avec une frénésie machinale à construire et à perfectionner leurs armes atomiques. Combien de fois veulent-ils recommencer à détruire leurs ennemis? Ceux-ci ne peuvent mourir qu'une fois. De plus, les armes atomiques anéantissent si bien l'adversaire que l'on ne peut même, comme les primitifs, s'acharner sur ses œuvres et sur ses restes. Il n'y aura plus de trophées, même pas de ces pyramides de crânes, orgueil des conquérants asiatiques. Une telle conduite est restée rationnellement inexplicable car elle n'ajoute rien ni à la sécurité, ni à la dissuasion. Mais elle révèle l'impossibilité d'interrompre ce processus. Car le besoin instinctif de s'armer n'est que la projection sur le plan

technique d'un phénomène sociologique, la montée de l'agressivité collective. Lorsqu'il en est ainsi, il se produit une escalade et un enchevêtrement d'animosités et de combativités qui paralysent et obnubilent l'esprit critique. C'est une sorte de délire collectif. »

Dans les spéculations les plus hasardeuses auxquelles on peut se livrer sur l'évolution du monde, l'élément d'appréciation qui nous touche de près et qui est le plus inquiétant est celui de la faiblesse militaire de l'Europe. Car l'Europe occidentale n'est pas un interlocuteur valable vis-à-vis de l'URSS.

Des études récentes publiées par la revue *le Monde moderne* ont relevé que « les entretiens Nixon-Brejnev ont permis la conclusion d'un accord sur la limitation de certains armements stratégiques, et à ce titre ils ont mis en lumière la désidéologisation nucléaire. Mais cet accord ne concerne que les deux supergrands, les deux seules puissances qui, avec leurs missiles antimissiles et leurs engins à ogives multiples, possèdent les armes par lesquelles se définit le « second âge nucléaire ». Cet accord a renforcé l'improbabilité d'une guerre déclenchée en tant que telle entre les Etats-Unis et l'Union Soviétique. Mais s'il contribue à la stabilisation de la dissuasion, il ne prépare pas plus la paix que ne l'ont préparée les accords antérieurs sur l'interdiction des essais, la dénucléarisation de l'espace et des fonds marins, et la non-prolifération des forces nucléaires. C'est dans ce contexte général que se développe une offensive contre l'Europe occidentale, par le biais de la Conférence européenne de sécurité. Cette Europe occidentale qui n'a dû de survivre dans la liberté que par son insertion dans le système atlantique de sécurité collective... L'opération s'inscrit dans une politique dont on peut analyser la continuité et craindre les développements. En effet, la politique européenne de l'Union Soviétique s'est suffisamment précisée pour que ses objectifs et ses moyens apparaissent avec netteté. Pour l'essentiel, cette politique vise à éviter que le « vide psychologique » créé par la tendance au désengagement américain ne soit comblé par une cohésion accrue de la Communauté européenne... L'Union Soviétique ne demande pas le retrait d'Europe des forces américaines ou la dissolution de l'Alliance atlantique, mais elle encourage tous les facteurs de tension qui vont dans le sens de ce retrait ou de cette dissolution. Elle ne vise pas la prise du pouvoir, dans les pays d'Europe occidentale, par les partis communistes, mais elle souhaite que ceux-ci y soient assez forts pour que

les gouvernements « bourgeois » aient besoin de leur soutien pour la paix sociale, et qu'en retour ces partis exercent une influence sur la politique étrangère. »

Cette citation s'appuie sur des données historiques et des constats précis. Ses indications de portée générale paraissent définir de manière très juste le climat politique qui règne dans le monde. Elles indiquent clairement dans quel sens doivent aller nos préoccupations. L'accord du 22 juin 1973 rehausse *a contrario* le rôle des armements conventionnels, où la supériorité de l'URSS est évidente et s'ajoute au fait que les armées soviétiques sont à pied d'œuvre pour engager des opérations. La politique de détente est conduite de manière à neutraliser les possibilités de ceux qui voudraient donner une impulsion sérieuse à la défense de l'Europe par les Européens eux-mêmes.

Il nous suffit de constater pour l'instant que, dans l'évolution des événements, la parole est à la concertation des grandes puissances. L'Europe n'y joue guère de rôle. Elle ne participe à aucune des rencontres où les chefs d'Etats des blocs de l'Est, de l'Ouest ou de la Chine déterminent les lignes de leur stratégie ou de leurs zones d'influence. Elle chemine avec peine à la recherche de son unité. Elle reste friable, sensible aux pressions qui s'exercent sur elle et qui réveillent les tendances protectionnistes des nations qui la composent. On marche encore en ordre dispersé. Et les signes de ce manque de cohésion se produisent, alors que s'est rapprochée la zone d'influence de l'impérialisme de l'Est non seulement sur notre frontière avec l'Autriche, mais avec l'Allemagne de l'Ouest. On a pu dire de l'Europe qu'elle est devenue « la balle de jeu des grandes puissances ».

Dans l'insécurité actuelle du monde, nombre de pays ne sont plus que des moyens ou des gages de négociation, au même titre que des otages innocents le sont au service de la violence. Il en résulte les réactions les plus diverses. Certains de ces pays font usage de la menace qu'ils peuvent agiter lorsqu'ils détiennent des richesses naturelles telles que le pétrole: c'est avant tout le problème du Moyen-Orient; d'autres prêtent la main à des infiltrations idéologiques qui font d'eux les instruments d'une révolution; d'autres enfin, soucieux de garder leur identité nationale, s'efforcent de faire barrage aux tentatives d'érosion et de désagrégation de la société. Il incombe à la Suisse de jouer ce rôle et d'affirmer qu'elle existe pour résister à toute tentative de finlandisation.

* * *

La grande majorité de nos concitoyens donne son adhésion à cette position de principe. Mais une trop faible proportion d'entre eux répercutent cet accord dans leur comportement et leur participation à la vie publique. Si, grâce aux dimensions du pays, au coude à coude des citoyens, aux particularités des institutions politiques, la démocratie suisse a évité jusqu'ici d'être trop affaiblie, l'expansion économique qui marque sa réussite contient en elle des germes d'égoïsme et d'autodestruction. L'élargissement nécessaire des relations internationales comporte aussi un risque de dispersion. Il faut s'en garder par une vie nationale plus intense. Car le vide n'attire pas la tempête en météorologie seulement. Les temps que nous vivons n'autorisent ni abandon, ni oubli de ce qui, à travers les siècles, a permis de faire le pays.

* * *

Dans l'interdépendance actuelle des nations, l'indépendance d'esprit et de comportement demeure un facteur essentiel de l'équilibre à conserver pour éviter ce qui pourrait être fatal dès lors qu'on tient la vie propre du pays pour quantité négligeable. Un édifice durable ne se construit que sur des fondements solides. C'est de bas en haut que s'anime la vie d'un Etat ou d'un ensemble auquel il s'intègre. Car un ensemble qu'un général de Gaulle a vu pour l'Europe de l'Oural à l'Atlantique ne se réalise pas par miracle. Il n'est guère viable s'il est envisagé dans la cohabitation du loup et de l'agneau. Il est pour le moins paradoxal que certains prônent sans mesures de sécurité suffisantes une « Sécurité européenne » qui reposerait — et là je reviens à l'étude déjà citée — sur la coopération de l'Europe occidentale et de l'Union Soviétique, c'est-à-dire de celui qui dut s'organiser pour se défendre et de celui qui menaçait, c'est-à-dire de celui qui doit rester organisé pour se défendre et de celui qui peut retrouver son agressivité pour peu que l'évolution des rapports de forces l'y incite.

Il n'est pas de doute qu'un courant est à remonter au sein de l'Europe occidentale engagée dans la politique d'ouverture à l'Est. La Suisse peut y demeurer le témoin d'une démocratie faite de liberté voulue et défendue dans l'ordre. Cette liberté n'est peut-être pas menacée directement pout l'instant par les armes. Elle l'est plus aujourd'hui par le risque d'une dégradation subtile, insidieuse des structures économiques et sociales et des institutions, jusqu'au jour où elle sera pratiquement ané-

antie par un lent processus d'érosion. Sans guerre internationale peut-être, sans conflit armé à l'intérieur peut-être, l'infiltration idéologique aura réussi cette éviction de l'essence même de la liberté, des convictions les plus profondes des citoyens et de l'identité du pays. Notre collaboration internationale n'a de sens que si elle s'appuie sur un esprit de résistance à la menace des moyens armés, psychologiques ou économiques qui pèse sur elle. Il importe que le peuple en manifeste le goût et la volonté. Seul cet exemple peut être de nature à entraîner d'autres pays sur un dégagement où seront sauvegardées les conditions de dignité de la personne humaine.

* * *

Conduire ou subir, je reprends la question sans ignorer pour autant ce que des termes formulés dans l'absolu comportent de relatif. A l'ère planétaire où se développent les notions de politique globale, il est bien évident qu'il ne peut être question pour la Suisse de s'isoler, de se fermer à la pénétration des idées, de se singulariser. Un tel comportement ne serait jamais souhaitable. En dépit du fait que nous n'appartenons pas à part entière à des organisations telles que l'ONU ou le Marché Commun, notre expansion économique et nos engagements internationaux permettent d'entretenir des relations avec tous les pays du monde. Cela nous vaut de garder une vue large et réaliste de ce que nous sommes et de ce que nous pouvons apporter dans le jeu des nations. La question que je pose se justifie d'autant plus que la survie du pays dépend de son enracinement, de ses ressources en énergie et en engagements personnels de chaque citoyen. Et c'est de cela que nous ne sommes plus assez conscients. L'indifférence civique, l'esprit de jouissance, le goût de l'activisme trompeur et du spectaculaire manifestent, ou un excès de confiance dans une situation qu'on croit inamovible, ou le penchant à la facilité, ou le besoin de se donner un alibi en excipant de l'incapacité dans laquelle nous prétendons être de faire face aux événements. Cela va même jusqu'à l'oubli du prix de la liberté ou la perte du goût de cette liberté, tant il est vrai que liberté implique responsabilité. Combien tiennent encore a en porter le poids, à répondre à ses exigences? Il est incontestable que des milieux gouvernementaux aux milieux des Eglises, de l'armée et de l'enseignement, la notion d'autorité s'est émasculée. On fuit les responsabilités. Et la jeunesse, indépendamment des éléments

qui se laissent consciemment ou inconsciemment téléguider, se trouve privée de terrain où confronter ses idées. Elle se livre dès lors à un combat anarchique. Il lui manque un affrontement, celui des aînés qui, trop souvent, démissionnent.

Les conséquences de cet état de choses se font sentir en politique étrangère aussi bien que dans le ménage intérieur de la Confédération, des cantons et des communes.

Nous vivons en fait un phénomène de « dépassement » de la démocratie. La réussite matérielle excite les appétits. Ceux-ci se manifestent dans le développement de la spéculation effrénée sur les valeurs mobilières ou immobilières, dans la dispersion des forces politiques, bénéficiaires de l'application de règles dites « d'équité numérique » qui valent à tous les partis d'être représentés dans les Conseils législatifs, pour les plus importants dans les Conseils exécutifs. Théoriquement, cette situation devrait promouvoir le sens d'une responsabilité et d'une volonté communes. Elle se traduit trop encore dans la pratique en compromis réticents, en réciprocités paralysantes, en concessions au profit de causes électoralement rentables. Le dosage des décisions tient compte de cette hantise du politicien de n'avoir contre lui aucun groupuscule de l'opinion publique. La cuisine à l'étouffée conduit à une impasse. Nous savons qu'aucun régime politique n'empêche à la longue que des distances se recréent entre hommes projetés par leurs aptitudes et leur esprit d'initiative sur des plans où ils peuvent agir à la mesure de leurs capacités! Ce qui explique, dans les pays totalitaires, des reprises en main périodiques, des retours au gouvernement des durs. Dans une démocratie comme la nôtre, il importe que des hommes s'affirment en nombre suffisant dans la masse pour en diversifier les éléments, les stimuler et en faire le levain d'une vie publique active. Sinon, la masse amorphe et repliée sur elle-même se condamne inévitablement et pour le moins à laisser ses destinées en main de pouvoir anonyme..

Si notre pays, grâce à ses structures géographiques, ethniques et institutionnelles, échappe mieux que d'autres à l'emprise de courants idéologiques, l'expansion économique, le plein emploi, le niveau de vie émoussent chez de nombreux citoyens le sens de la vie civique. On se souvient de l'Etat et de ses Autorités lorsqu'il s'agit d'en obtenir un avantage. La prospérité est source de relâchement dans les pratiques de la vie publique.

Parce que moins apparente qu'ailleurs, cette évolution n'en est que plus dangereuse dans la mesure où nous avons le sentiment qu'elle ne peut nous atteindre. A se dessaisir des questions importantes que soulève l'avenir de la Cité, à ne s'occuper chacun que de ce qui le touche directement, engage le citoyen sur la pente qui va d'une connaissance superficielle des problèmes à leur méconnaissance. Pour l'essentiel, « on s'en remet », comme on dit chez nous. Ce qui peut exprimer un sentiment de confiance peut être tout aussi bien le signe d'une paresse de l'esprit, d'une résignation ou d'un aveu d'impuissance. Or il s'agit de savoir si le citoyen veut conduire ou subir. En d'autres termes, il faut savoir s'il veut opposer une résistance à ce qui paraît être le courant de l'histoire. Ce qu'a pu nous dire l'ancien directeur de la Radio tchécoslovaque, ou les témoignages si périlleux pour eux de Soljenitsyne ou Sakharov ont démontré l'impact de la fermeté et du courage sur des situations en apparence intouchables. Il est bien évident que si le citoyen subit, il ne peut plus conduire, c'est-à-dire qu'il ne peut pas suspendre provisoirement la conduite, qu'il ne peut en tout cas y revenir sans recourir à la violence. A son niveau, le citoyen ne fait que subir déjà l'Etat providence. La sécurité est à cet égard antinomique de l'indépendance. En un temps où la préoccupation matérielle prend dans notre société de consommation une place si prépondérante, combien de nos compatriotes se soucient-ils assez des destinées du pays, de la situation qu'il occupe, du rôle qu'il doit jouer sous l'angle de la neutralité et de la solidarité internationale? Combien aussi se penchent avec l'attention voulue sur les problèmes de politique intérieure? Il n'est que de voir leur abstention lors des consultations populaires pour se rendre compte que l'Autorité gouverne dans l'incertitude de ce que pense et ce que veut la majorité dite « silencieuse ». Ne nous étonnons pas dès lors qu'un clivage se produise entre magistrats et administrés sur des questions où l'opinion publique se montre sensibilisée. Ne nous étonnons pas non plus que notre vie nationale se trouve grevée d'une lourde emprise de l'Etat et de ses technocrates. Dans l'équilibre à retrouver, les préoccupations matérielles et sociales, si elles ne doivent pas être négligées, ne sauraient éloigner pour autant de nos esprits le sens de nos finalités politiques.

* * *

M'adressant à des officiers, je sais par expérience ce que vous avez donné de vous-mêmes à l'armée. Vous vous dites peut-être que ce n'est

pas à vous qu'il faut parler de manque d'intérêt pour la vie publique. Si je le fais, c'est qu'il s'agit d'empoigner le problème par un autre bout que celui d'une simple recommandation à remplir son devoir civique.

A plusieurs reprises déjà, j'ai insisté sur l'attitude des hommes politiques qui ne devraient pas craindre le «spectre de l'impopularité». On ne saurait manifester cette indépendance d'action sans s'appuyer sur un réseau de confiance étroitement entretenu entre magistrats et citoyens qui acceptent des charges ou qui accomplissent scrupuleusement leurs obligations.

Face à l'œuvre de démantèlement qui nous tient en alerte, rétablir l'ordre implique qu'on rétablisse une capacité de résistance aux courants passionnels. La liberté individuelle, le style des rapports sociaux, le sens du devoir et de l'objectivité peuvent être inculqués au cours du service. Vous en avez fait l'expérience. Ils peuvent l'être comme à l'école ou dans la famille, mais de façon plus concrète parce que dans un environnement communautaire. Les jeunes ont besoin d'une mission, d'un objectif, de réalisations auxquelles ils peuvent participer. La société moderne occidentale porte la lourde responsabilité d'avoir laissé couper ou briser une à une les fibres essentielles, les racines mères auxquelles se raccrochaient d'instinct les jeunes avides d'idéal. Les garçons et les filles des générations montantes ont connu de la sorte et dans trop de cas une atmosphère de vide.

Du service militaire il reste, vous le savez, des liens plus forts et plus vivants qu'on ne croit. La qualité de ces rapports tient au contact direct et humain, à la dure épreuve des faits, à l'absence de tout écran entre hommes qui ne pourraient du reste longtemps se donner le change. Il faut prolonger cette expérience dans les multiples secteurs de la vie familiale, professionnelle et civique, répartir des petits noyaux, de relations personnelles fondées sur la confiance et les étendre au plus grand nombre possible de ses proches. A une mystique collectiviste doit s'opposer l'acte de foi d'une société consciente des valeurs qu'elle représente de liberté et de responsabilité.

* * *

Mais, me direz-vous, comment s'y prendre dans un état politique et social où le citoyen est dominé par le sentiment qu'il ne peut jouer son rôle et faire valoir son influence?

Il est clair que ce sentiment répond à une réalité, à savoir que l'homme n'a pas maîtrisé moralement les conséquences de la technique. La suppression des distances, la transmission immédiate des nouvelles les plus lointaines, ne suffisent pas à la connaissance des problèmes et des événement. On écoute des informations données en « style télégraphique », on se borne souvent à une lecture sommaire ou des sommaires de la presse. Et c'est ainsi que défile jour après jour dans les esprits un film où chaque événement chasse l'autre, où l'évocation de situations ne dit rien de leurs causes, de leurs mécanismes et de leurs enchaînements.

Le phénomène désaxe les hommes. A se laisser distraire par les images du monde, on oublie ce qui est proche. On finit par trouver extraordinaire, devant la télévision ou dans un voyage de style tourisme moderne, des statuts d'existence ou de travail qui ont l'attrait de la nouveauté et qui font oublier ce qu'on a chez soi. En d'autres termes, la dimension nouvelle de nos possibilités rapetisse ce qui constitue en profondeur l'essentiel de notre existence, de nos activités et de nos préoccupations.

Cette conséquence se manifeste aussi dans la pratique des affaires publiques. L'erreur du citoyen, lorsqu'il se plaint de n'être que le rouage d'une grande machine, est de ne plus voir assez l'intérêt des tâches qui s'offrent à lui dans l'environnement local, dans sa commune ou son canton.

Prenons l'exemple de l'aménagement du territoire. La Confédération est partie de l'avant alors que des Cantons ont abandonné. Comment, sans violence, récupérer la position perdue? Il est bien d'autres domaines où de tels abandons se répètent constamment. Il est des postes d'activité publique dont on ne veut plus, et qui constituent pourtant le fondement de nos institutions, la garantie de leur fonctionnement. Alors se creuse, sous l'édifice du pays, ce vide qui rend la construction vulnérable. Et le risque se produit au moment où le pays doit se présenter dans toute sa force sur le plan où s'ouvrent les perspectives des collaborations internationales et des intégrations. Que resterai-il de la position morale de la Suisse si elle devait se laisser aller à subir l'action de forces centrifuges qui s'exerceraient — paradoxalement — au moment où l'organisation fédéraliste de la Confédération attire l'attention des hommes qui se préoccupent de trouver un statut susceptible d'unir l'Europe sans en affaiblir pour autant les Etats?

C'est à cette nécessité du renforcement de la base d'action civique que nous devons attacher notre intérêt. Si on admet que tout ce qu'on a tenté d'entreprendre à cet égard n'a pas donné les résultats voulus, c'est qu'il ne suffit plus aux hommes engagés de remplir consciencieusement leur tâche, de donner l'exemple de leur présence constante et de leur fidélité. Il y faut quelque chose de plus, ce supplément d'âme dont parlait Bergson devant le besoin de maîtriser les agressivités de la technique.

Il n'est plus une petite corporation de droit public dont les problèmes ne soient de nature à stimuler l'imagination de ceux qui se sentent aujourd'hui en porte à faux.

Il me paraît essentiel pour notre avenir que les institutions du pays demeurent vivantes jusque dans les circonscriptions les plus reculées du territoire.

Mais là, je ne veux pas me bercer d'illusions. Si nous devions admettre l'hypothèse du pire, à savoir que l'absentéisme en matière de devoir civique constituerait un phénomène irréversible auquel aucun effort ne porterait remède, je pense que mes réflexions de tout à l'heure demeureraient valables quant à un réseau de confiance nécessaire pour assurer à notre peuple des cadres vigilants, soucieux de la continuité et de l'unité des actions politiques.

Pratiquement, il est difficile en effet, et nous en avons tous fait l'expérience avec Armée et Foyer, de tendre les nerfs de nos concitoyens, de les alerter fréquemment sur l'insécurité d'une situation générale dont l'évolution vers le meilleur ou le pire est quasi imprévisible. La conviction à faire passer, c'est qu'aucun de nous n'aura le droit de se plaindre s'il n'a rien fait pour résister aux contraintes politiques et administratives qui préparent le terrain à des pénétration idéologiques, à la conquête du pays par le dedans.

Mieux que trop de paroles, l'exemple d'un engagement inconditionnel exercera l'influence voulue.

Disons-nous en effet que les citoyens en apparence les plus indifférents observent ce qui se passe autour d'eux. D'accord ou pas d'accord avec les positions prises par les responsables de la vie publique, leur confiance s'attache à ceux d'entre eux dont l'action ne souffre aucun reproche de concussion, de relâchement ou d'incompétence. Le jour où des événements graves devraient se produire, la grande partie de ce qu'on appelle la majorité silencieuse apporterait certainement son adhésion à

des décisions essentielles pour la sûreté de l'Etat. Bien sûr, un certain nombre d'éléments saisiraient-ils l'occasion pour précipiter leurs efforts de désintégration de la société. Mais les cadres en place et les liens personnels qu'il auront su créer autour d'eux assureraient le contre poids nécessaire à de telles tentatives. Il faut y penser et s'y préparer.

La fermeté des chefs, surtout dans les périodes où ils ont à marcher apparemment à contre-courant des idées et des faits, reste l'élément majeur du maintien d'un minimum de cohésion. Et leur souci de s'épauler pour agir en fonction d'une unité de doctrine restera le seul espoir de consolider les bases de notre vie publique.

Certes, on n'éliminera jamais des divergences de vues, des oppositions, des actions de freinage. Elles sont positives dans la mesure où elles constituent des facteurs d'émulation et où elles expriment des volontés d'approfondir l'étude d'un objet particulier. Aux partis politiques le soin de discerner ce qui entretient l'intérêt de leurs adhérents sans affaiblir des positions d'importance majeure. Chacun d'eux veut trouver à boire et à manger. Mais de même qu'il est inopportun de toucher à une réserve alimentaire de guerre, de même y-a-t-il, sur le plan de l'intérêt général, des valeurs qu'on ne saurait brader. Le citoyen qui bénéficie d'une bonne gestion des affaires de sa commune, qui voit son canton actif en raison de son autonomie et de ses compétences, donnera mieux sa confiance aux propositions qui lui seront faites sur un plan où il lui est difficile de se former une opinion. Ce sont les lézardes de l'édifice qui l'inquiètent, le sentiment du manque de cohésion, d'une certaine dislocation des organes institutionnels du pays.

Et quand je pose la question: «Le citoyen peut-il encore choisir?», je réponds par l'affirmative. Mais le pourra-t-il toujours? C'est pourquoi, dans une période où il se sent écrasé par la machinerie gouvernementale et administrative, il doit se dire qu'il est temps de réagir, de montrer qu'il n'entend pas être un robot. Il conjuguera son action avec celle de ses proches, car nous ne nous dégagerons pas de la poussée collectiviste en nous livrant au seul combat individuel. Il y faut l'effort en commun des hommes qui auront établi entre eux les contacts nécessaires et agiront de concert.

* * *

Et là, il convient de remarquer que, parmi les questions soumises à l'examen du citoyen, toutes sont loin d'avoir le même impact politique.

Des divergences de vues dans l'ordre économique et social ne sont guère comparables à celles qui éclateraient sur les principes de notre politique étrangère, encore que les répercussions des mesures de sécurité sociale ne soient pas négligeables. Il est clair que si l'on parvenait théoriquement — car c'est évidemment une vue de l'esprit — à faire l'accord de tout le peuple sur la totalité des problèmes à résoudre ou des objectifs à conquérir, il en résulterait un ennui et une décoloration de la vie publique qui dépasseraient ce qu'on relève dans l'état d'indifférence ou d'abandon. Nous avons besoin d'affrontements, nous en avons besoin partout, mais il est un palier de préoccupations où la loyauté vis-à-vis du pays devient l'élément essentiel du débat. Il importe d'obtenir l'adhésion populaire sur des questions qui mettent en jeu la position morale de la Suisse, sa fidélité aux principes de ses origines, sa volonté d'indépendance, sa vocation de solidarité internationale.

Au premier plan des question qui devraient constituer pour cette adhésion une sorte de dénominateur commun, je m'arrête brièvement aux problèmes de la neutralité et de la solidarité. Non pour les analyser ici — car ils feraient à eux seuls l'objet d'une conférence — mais pour rappeler — en ce qui concerne la neutralité d'abord — qu'elle reste la pierre de touche de notre maturité civique et une ligne de visée sur nos orientations d'avenir. Armée et active, elle implique à la fois les efforts de défense nationale et de disponibilité pour des bons offices ou des tâches que ne peuvent accomplir des nations impliquées dans un conflit. La neutralité conserve sa pleine signification dans un monde livré aux flux et reflux des courants d'intérêts économiques et d'idéologies politiques.

Tous nos concitoyens ne prêtent pas l'attention voulue aux conséquences logiques à tirer de leur adhésion au principe de la neutralité. On discute moins la défense nationale que l'armée sans laquelle cette défense serait inexistante. On laisse porter à cette armée des coups répétés, qui touchent à sa discipline, à son équipement, au caractère de l'obligation générale de servir. On ne peut pas tolérer davantage, sans risque de complicité, des atteintes à la crédibilité de notre défense. Que nous soyons devant la perspective d'une guerre atomique ou pas ne change rien au fait que l'effort de dissuasion garde sa pleine valeur, car la politique de fermeté engage d'autant plus la responsabilité de l'agresseur en puissance: sans compter qu'une armée organisée formera l'élément le plus capable de recréer un ordre dans le désordre

et de sauver ce qui pourrait être sauvé. Le commandant français que j'ai cité déjà a pu dire que « le danger pour l'armée, dès aujourd'hui, est de se transformer, sinon en fait, du moins dans l'esprit du public, en une vaste entreprise de formation professionnelle ou sportive, en un centre immense de conduite-auto, et de n'apparaître que très accessoirement comme un instrument de défense ».

Et s'il est vrai que l'armée est une école de vie civique et sociale, si elle exerce une influence bénéfique sur le développement physique et psychique de l'homme, il n'en demeure pas moins que ces effets ne sont pas à considérer comme une fin en soi. L'armée est là pour se préparer à la guerre. Elle doit le faire sans concession à des influences politiques qui jouent à des fins de neutralisation. Les jeunes, du reste, en quoi ils ont raison, se soumettent en général aux exigences militaires si celles-ci sont imposées avec le discernement de l'intelligence par des chefs disposant d'une autorité naturelle.

Cette armée, dans le cadre de la défense nationale totale, donne son sens à la neutralité. Il est inutile de prononcer de belles paroles sur un principe de politique étrangère si on prive cette politique de ses moyens d'application.

Les chefs militaires — qui s'en plaignent souvent — ne doivent pas s'étonner s'ils ont de la peine à motiver la troupe, car la difficulté réside dans le fait qu'ils ont de la peine à concrétiser la menace.

Deux raisons me paraissent expliquer cette difficulté: la première est précisément celle de la politique de neutralité, qui oblige à une certaine discrétion dans les appréciations de situation. On ne peut pas toujours dire ce qui serait utile à la clarté du débat.

La seconde, c'est que la politique de finlandisation qu'on pourrait chercher à nous imposer est une menace abstraite, qui n'offre guère de prise à l'argument percutant.

Quant à la solidarité, elle est l'élément essentiel qui donne à cette neutralité, aux yeux de l'étranger, son caractère actif. Quoi qu'il en soit, et sans préjuger les décisions que le peuple suisse prendra sur des options telles que le Marché Commun ou l'ONU, nous verrons, le moment venu, que notre position de négociation sera de force ou de faiblesse suivant que nous aurons respecté la neutralité ou que nous aurons cédé au contraire à la facilité.

Ce que la Suisse a entrepris dans ce domaine a été en général bien conçu et réalisé. Devant l'immensité des besoins du tiers monde, devant les divergences de méthodes et de programmes appliqués par des puissances préoccupées plus souvent de concurrence que d'efficacité, devant des conflits d'intérêts, ce qui compte en cette affaire est de créer des actions pilotes dont l'exemple et le rayonnement font école. Je place en priorité les efforts en faveur de l'enfance, de sa formation de base, de son éducation nutritionnelle, des facteurs propres à préparer aux générations nouvelles un développement physique et intellectuel qui leur permettent de se sortir peu à peu par elles-mêmes du sous-conditionnement, compte tenu du contexte géographique, économique et social dans lequel elles sont appelées à vivre. En deuxième urgence, je vois la préparation des statuts économiques où ces générations trouveront leur place et les dégagements nécessaires vers les activités du secondaire et du tertiaire. Ce que notre pays dépense pour la coopération technique, l'aide alimentaire et l'aide financière ne représente pas la norme de 1% du produit national brut admise pour le monde industrialisé par la conférence de New Delhi. Peut-être attendons-nous trop encore de projets qui portent sur de plus grandes ambitions et pour lesquels nous n'avons ni les études de base en nombre suffisant, ni le personnel qualifié, ni les accords nécessaires avec des partenaires ou les pays concernés. Ce qui compte est d'agir où le degré d'efficacité est le plus assuré. Ce que j'ai vu en Asie, en Afrique noire ou en Amérique du Sud m'a convaincu que ce qui doit être entrepris doit viser le long terme, et non le spectaculaire dans l'immédiat. Il faut aller à la base, en profondeur, dans une vue lucide de ce qui s'impose pour préparer l'avenir.

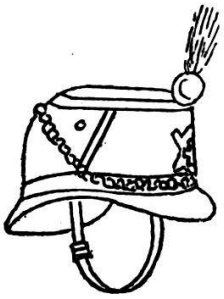
* * *

Conduire ou subir — le citoyen peut-il encore choisir?

Je dis qu'il le peut dans un pays où la démocratie, menacée d'un certain déséquilibre entre les droits qu'elle confère et les devoirs qu'elle implique, n'a pas atteint pour autant et pour l'instant un point de rupture. Rien d'irrémédiable ne s'est produit, qui la conduirait à une situation de non-retour.

Il le peut s'il prend conscience de l'importance qu'il y a d'assurer le fonctionnement des plus petits rouages de nos institutions publi-

ques et privées. L'influence de chacun devrait s'exercer pour consolider les bases du corps social. Il y faut l'esprit voulu, la volonté de faire abstraction de l'intérêt personnel, ou disons la recherche d'une coïncidence constante de cet intérêt avec celui de la communauté. Les événements actuels appellent cette participation du plus grand nombre possible à une action coordonnée et loyale. Un observateur oriental a pu dire de notre monde occidental « qu'il est encore et toujours un monde où la vie est ressentie dans sa réalité biologique, temporelle, mais non vécue dans sa vérité métaphysique, spirituelle; un monde qui grandit démesurément en puissance et s'atrophie dangereusement en sagesse ».

Et dans ce monde, notre pays doit obéir à d'abondantes raisons d'affirmer sa volonté de vivre selon les principes de ses origines et les constantes de son histoire. Ce qui nous ramène à défendre les valeurs fondamentales que nous représentons. Ne nous plaignons pas d'avoir un torrent à canaliser. Il contient en puissance des énergies dont la transformation peut exercer une influence décisive sur le sort de notre civilisation. Mais ne perdons pas de temps. Nous savons que le but suprême de nos actions est au-delà de notre portée. Dans les courants du mouvement contemporain, notre qualité de citoyen ne prend son sens qu'au service d'un pays qu'il faut élever en dignité dans la fidélité à soi-même et l'obéissance à son destin.

Paul CHAUDET
Ancien président de la Confédération